

Autorisation de La Romaine **UN PROJET CUL-DE-SAC**

Montréal, le 13 mai 2009 – « Investir dans l’hydroélectricité, c’est investir, en pleine crise économique, dans des papiers commerciaux. Cette énergie coûte plus cher, crée moins d’emplois et les acheteurs la dédaignent au profit d’énergies vertes. Pourtant, le Québec, possède le plus grand entrepôt d’énergies vertes au monde. Malgré tout, notre gouvernement s’obstine dans un cul-de sac. Pourquoi? », demande Anne-Marie Saint-Cerny, directrice de la Fondation Rivières.

La Fondation Rivières dénonce l’autorisation du projet La Romaine, une décision irresponsable. L’organisme rappelle que le lancement immédiat d’un vaste chantier d’efficacité énergétique permettrait de récupérer beaucoup plus d’énergie exportable que les projets Romaine et Rupert conjugués, créerait des emplois et des PME partout au Québec, en plus de donner la chance aux Québécois d’être concurrentiels dans l’économie du 21e siècle. C’est d’ailleurs l’option qu’on choisit les Etats-Unis, l’Ontario et le Manitoba. Fondation Rivières souligne également que tous les acheteurs visés par l’exportation d’hydroélectricité de La Romaine et la Rupert auront réduit leur consommation et relancé leur économie grâce aux énergies vertes, d’ici 5 ans. Sauf le Québec

« Nos voisins ont bien compris que 1 million de projets à 8 000 dollars est beaucoup plus rentables socialement qu’une destruction de 8 milliards de dollars. »

Par ailleurs, le scénario de production nationalisée d’électricité éolienne proposé par Fondation Rivières en Minganie créerait 40% plus d’emplois, laisserait 460 emplois permanents dans la région au lieu de 100 pour les 4 barrages de La Romaine et produirait une électricité moins coûteuse pour les marchés d’exportation.

Enfin, la filière hydroélectrique, considérée comme non verte par les acheteurs américains, détruit des écosystèmes entiers et les Québécois auront à assumer les coûts de leurs problèmes environnementaux. Au même moment, le reste du nord-est américain engrangera les profits des économies d’énergie et de l’éolien.

« Le 21e siècle sera celui des énergies vertes et de l’efficacité énergétique, c’est inéluctable. Nous sommes déjà en retard. Si nos futurs acheteurs d’hydroélectricité chère ne sont pas preneurs, le Québec n’a aucun Plan B. Nous serons réduits à implorer les compagnies étrangères d’installer leurs usines de pompes géothermiques et de panneaux solaires ici. C’est carrément irresponsable, sinon pire », a conclu Anne-Marie Saint-Cerny.

- 30 -